



Événement 2

Recherche

C'est la faute aux patrons, selon Francis Mer

Il plaide le quiproquo avec les chercheurs du public et s'en prend à la recherche privée.

Par Hervé NATHAN

jeudi 29 janvier 2004

C'est la question qui a le don d'énerver Francis Mer. Selon le ministre de l'Economie et des Finances, il n'y aurait eu aucune baisse des crédits à la recherche. «*Sur ce sujet, assurait-il déjà le 16 janvier, nous sommes à l'aise.*» A Bercy, on assène les chiffres et les séries statistiques. «*L'effort de recherche français s'élève à 2,23 % du PIB, au-dessus de la moyenne européenne. Quant à la recherche publique, nous sommes les champions du monde avec 0,99 % du PIB, devant les Allemands, à 0,82 %.*» Le CNRS n'aurait pas à se plaindre : ses crédits, hors rémunérations, sont passés de 530 millions d'euros en 2000 à 730 millions en 2003.

Cagnotte. D'où vient alors la fronde des chercheurs ? L'entourage du ministre plaide l'incompréhension : «*Leurs réactions sont non décriptables par nous.*» Mais le quiproquo serait à chercher dans les labos eux-mêmes : «*Certains organismes ont voulu se constituer leurs propres réserves de précautions [une sorte de cagnotte non dépensée, ndr]; or, en 2003, en serrant la vis, Bercy les a contraints à dépenser leurs fonds de roulement. Mais cela, les patrons de labo se sont bien gardés de le dire.*» Hors de question, donc, d'envisager un «collectif budgétaire», comme le demandent les chercheurs en colère.

De fait, la véritable pomme de discorde est ailleurs : Francis Mer est absolument allergique à l'embauche de «fonctionnaires» dans la recherche. Il ne veut pas démordre de la mesure la plus impopulaire du budget 2004, la transformation de 550 postes permanents en contractuels d'une durée de trois à cinq ans . En privé, il rêve d'appliquer le «contrat de mission» (CDD long) de Michel de Virville, qui s'appliquerait à merveille aux postdoctorants. Le fait que ces «jeunes» gens aient derrière eux huit années d'études et plus ne le fait pas ciller. Car le ministre n'a d'yeux que pour le privé. C'est de là qu'il attend le salut : «*Nous devons tous savoir qu'aujourd'hui en Europe, et particulièrement en France, là où le bât blesse, en pourcentage du moins, c'est la recherche privée*», lançait-il mardi dans un débat organisé au Sénat. En France, quand la recherche publique dépense 1 euro, le privé dépense 1,25 euro. Un rapport qui passe à 2,2 aux Etats-Unis et 3,4 au Japon. C'est donc du secteur privé que doit venir l'effort d'investissement qui permettra à la France d'atteindre l'objectif européen de 3 % du PIB consacrés à la recherche et repris par Jacques Chirac.

Effort. Dans le budget 2004, le gouvernement a dégagé 575 millions d'euros en crédit d'impôt pour la recherche, aides aux fondations privées et aux «jeunes entreprises innovantes». Hélas, Mer semble douter du résultat. Depuis le début de l'année, il ne cesse d'appeler les patrons à s'engager. Le 21 janvier devant l'Institut de l'entreprise, il les apostrophait : «*Du public, l'effort est considérable [...]. De l'autre côté, dans le privé, l'effort n'est pas à la hauteur des enjeux.*» Une semaine plus tard, toujours au Sénat, rebelote : «*Il n'y a pas assez de recherche privée en pourcentage et en valeur absolue.*» Incompris des chercheurs, Francis Mer semble l'être aussi des entrepreneurs.

© Libération